

COMMUNIQUE DE PRESSE

Améliorer la mise en œuvre des mécanismes internationaux (APV, CAFI, CDN) pour une gouvernance plus inclusive des forêts

Pointe-Noire, 9 MARS 2023. A l'initiative de la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH) avec l'appui du Groupe des Experts pour la Synergie des Organisations et Plateformes de la Société civile sur la gouvernance forestière, climatique et foncière (GESOP), les parties prenantes de la gouvernance forestière, minière et foncière se sont réunies le 9 mars 2023 à l'hôtel Radisson de Pointe-Noire. Cette rencontre entendait faire un état des lieux du plaidoyer relatif à la mise en œuvre des outils de gouvernance de ce secteur ratifiés par le Congo et faire des propositions à l'effet d'améliorer la gouvernance forestière, climatique et foncière.

La vingtaine de participants présents à la réunion a identifié les défis rencontrés dans la mise en œuvre de ces initiatives, notamment, la faible implication des Communautés locales et Populations Autochtones (CLPA) dans les processus de prise de décision; l'absence de dialogue et de synergie entre les acteurs locaux ; la faible coordination entre les différents ministères et les départements dans le cadre du suivi des progrès; la faible participation du secteur privé dans les processus de gouvernance; la faiblesse des capacités dans le suivi du Système Informatisé de Vérification de la Légalité (SIVL) et des mécanismes de Partage de bénéfices ; la non application de la loi.

Pour répondre à ces défis et améliorer l'impact du plaidoyer, des stratégies et de recommandations ont été formulées, en particulier, la vulgarisation des exigences de l'Accord de Partenariat Volontaire (APV) à l'ensemble des parties prenantes engagées dans la gouvernance forestière, foncière et climatique pour la rendre plus inclusive ; le renforcement des capacités sur le Système Informatisé de Vérification de la Légalité (SIVL) ; l'intégration de la société civile dans les unités de coordination des projets de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI); le renforcement de la collaboration interministérielle ; la mise en place d'un comité pluri-acteurs de suivi de l'application des processus de gouvernance APV, CAFI et Contributions déterminées au niveau national (CDN).

Par ailleurs, le GESOP dont la facilitation est assurée par la RPDH, l'OGDH et le FGDH a présenté aux participants ses actions et son plan de plaidoyer 2023.

Organisée grâce à l'appui financier du Foreign Commonwealth & Development Office (FCDO) du gouvernement britannique et l'appui technique de Fern, cette activité a eu pour objectif principal de renforcer les actions et les stratégies de plaidoyer en vue de susciter une dynamique dans l'opérationnalisation des mécanismes de gouvernance forestière en cours au Congo.

